bilité ne suffit-elle pas pour ôter à vos assignats la plus grande partie de leur valeur : car prenez donc garde qu'il ne s'agit pas ici de votre puissance, dont personne n'est plus effrayé que moi, mais de confiance, mais de crédit; toutes choses que la puissance ne sauroit créer, que la seule probabilité d'un événement quelconque suffit pour détruire. Or, je vous défie de me nier qu'il ne soit très-probable que les créanciers du clergé réclameront, sinon à présent, du moins à la prochaine législature, en un mot, quand ils le pourront, le gage que vous leur enlevez aujourd'hui. Et ne voyez-vous pas jusqu'à quel point la possibilité d'une telle réclamation, fondée sur les loix invariables de la justice & de la propriété, ôte à vos assignats l'opinion dont ils ont besoin pour se soutenir dans la circulation avec avantage?... Je soutiens que lors même que l'assemblée, au lieu de déclarer despotiquement libre de toute hypothèque les biens ecclésiastiques dont elle décrètera la vente, s'occupoit réellement de les affranchir de toute hypothèque, en payant les créanciers du clergé, les assignats n'en vaudroient pas mieux pour cela. Car il y a plusieurs hypothèques sur les biens du clergé; 1°. l'hypothèque des créanciers du clergé; 2°. l'hypothèque des propriétaires ou des usufruitiers de ces biens, tels que les religieux & les ecclésiastiques; 3°. l'hypothèque du culte public; 4°. l'hypothèque des pauvres, au fort desquels cependant on ne peut se dispenser de pourvoir. »

Nous ne suivrons point M. Bergasse dans les détails auxquels il se livre sur ces quatre objets. Après les avoir amplement discutés, il reprend ainsi :